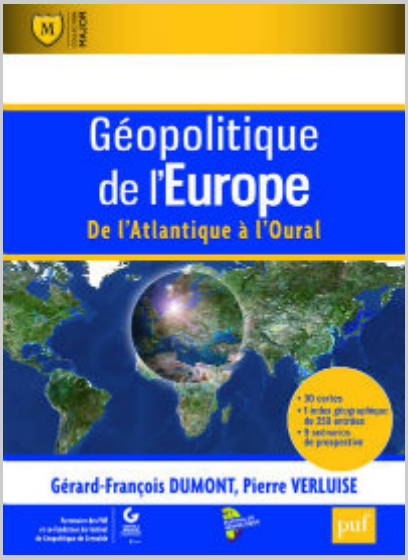
Diploweb.com recommande :



G-F Dumont et P. Verluise
Géopolitique de l'Europe. De l'Atlantique à l'Oural, PUF. 30 cartes, 1 index, 9 scénarios de prospective.

Les réseaux criminels en Afrique : création et enjeux géopolitiques

mardi 15 mars 2016, par *Jean-Charles ANTOINE*

L'auteur :

Docteur en géopolitique de l'Institut Français de Géopolitique de l'Université Paris 8. Il est spécialisé sur le thème du trafic mondial d'armes à feu, le crime organisé et la sécurité publique. Ses recherches actuelles portent sur l'adaptation de la méthode géopolitique aux missions de sécurité publique et les liens entre géopolitique et finance.

Retrouvez l'article à cette adresse :
http://www.diploweb.com/Les-reseaux-criminels-en-Afrique.html

Le continent africain est en pleine mutation démographique depuis une moitié de siècle au point de devenir selon certains observateurs un mécanisme prêt à exploser dans les décennies à venir. Alors que les traditions culturelles et religieuses ancestrales ont dû s'adapter aux codes pénaux importés par les ex-puissances coloniales, de nombreux facteurs géopolitiques ont été et sont encore à l'origine de la mise en place de réseaux criminels de plus en plus structurés. Ces derniers commencent à constituer sur le continent africain un ensemble de foyers contestataires particulièrement dangereux pour la sécurité internationale.

La publication de cette étude s'inscrit dans le contexte du 8e Festival de Géopolitique de Grenoble consacré aux "Dynamiques africaines" du 16 au 19 mars 2016. Jean-Charles Antoine interviendra le samedi 19 mars de 13 h 45 à 14 h 40 dans l'auditorium. Conférence retransmise en direct sur le site festivalgeopolitique.com

LE CONTINENT africain à lui seul constitue de plus en plus un enjeu de première importance dans les années à venir, tant par ses paramètres démographiques et économiques que par les rivalités géopolitiques et criminelles, voire terroristes, qui s'y développent de manière accélérée. De 100 millions d'habitants au début du XXème siècle, la population africaine a presque triplé en une moitié de siècle. Elle a dépassé les 640 millions d'habitants en 1990 et approche 1,2 milliard en 2015.

Selon l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED), en 2100 la population africaine pourrait très probablement atteindre voire dépasser les 4 milliards, à tel point que de nombreux observateurs internationaux voient dans cette augmentation une sorte de véritable « *bombe à retardement* ».

Cette évolution rapide est évidemment en partie due à un taux moyen de fécondité de 4,7 enfants par femme tandis que la moyenne mondiale tourne autour de 2,5 enfants par femme. L'âge médian est de 20 ans montrant ainsi une jeunesse de population bien plus marquante que sur les autres continents. Et l'ensemble de ces populations se concentrent de plus en plus dans les villes au point que ce continent dénombre de nos jours pas moins de 57 mégapoles de plus d'un million d'habitants.

Sur ce substrat démographique se développent toujours plus de réseaux criminels qu'il est nécessaire de comprendre et d'expliquer. Tout d'abord, d'un point de vue sémantique, il est nécessaire, pour qu'un réseau criminel existe, qu'une législation locale définisse pénalement les infractions susceptibles de caractériser des agissements criminels. D'autre part, il est indispensable que des structures illégales soient en place pour organiser ces infractions de manière répétée sans

quoi de tels réseaux criminels ne pourraient être considérés comme tels.

L'observation de ces mécanismes illicites hors des cadres pénaux admis permet de définir une sorte de dénominateur commun direct ou indirect : le paramètre géopolitique, qu'il soit interne ou externe. Or, toute la subtilité de la situation africaine nous pousse à nous interroger sur cette problématique de ce dénominateur commun : **les rivalités géopolitiques sont-elles totalement ou seulement en partie à l'origine de ces situations dégradées, ou uniquement un facteur d'accompagnement et une conséquence du problème d'adaptation de l'Afrique aux changements géopolitiques mondiaux ?**

Dans ce cadre d'analyse, il convient alors d'étudier de près à la fois les facteurs de création et de développement de ces structures criminelles (1), mais également les enjeux géopolitiques que leur existence provoque sur des temps courts et à l'échelle d'un siècle (2).

1. Des facteurs et paramètres géopolitiques à l'origine de ces réseaux

Qu'ils se développent dans le commerce des drogues, la traite des êtres humains ou l'immigration clandestine, la piraterie, le narco-terrorisme, le terrorisme islamiste extrêmiste, le trafic de cigarettes ou des armes, le commerce occulte de matières premières ou de pierres précieuses, ou encore des vols et des agressions en tous genres dans les zones urbaines et péri-urbaines, les réseaux criminels sont en pleine expansion en Afrique. Cinq grands facteurs liés de près ou de loin à des paramètres géopolitiques peuvent toutefois être dégagés.

Les rivalités entre les centres et les périphéries

Qu'ils interviennent au sein même d'une mégapole ou à l'échelle d'un pays, ces rivalités entre le centre politique et économique d'une ville, ou d'un Etat, et sa périphérie proche, ou lointaine, provoquent des tensions et des incompréhensions de nature à pousser des habitants à se rebeller et s'organiser en dehors du droit pénal pour exprimer leur désapprobation violente. Ces codes pénaux et de procédure pénale nationaux sont d'ailleurs la plupart du temps hérités de l'époque coloniale et ne constituent pas toujours les cadres idéaux pour répondre aux phénomènes de délinquance locaux.

Considérés comme terroristes ou criminels par le centre et libérateurs voire

salvateurs par ces groupes d'intérêts en formation, il n'en commettent pas moins des actes contraires aux législations pénales en vigueur dans leurs pays. C'est le cas notamment d'un certain nombre de Touaregs de la région de l'Azawad dans la partie Nord du Mali qui, depuis le mois de mars 2012, se sont lancés dans une guérilla armée sur fond de salafisme contre le pouvoir de Bamako.

Pour financer leur mouvement, ses membres s'appuient sur la contrebande d'armes à feu et de munitions en zone sahélienne, l'enlèvement d'otages occidentaux y compris dans les grandes villes et la protection de convois de drogues censés aboutir en Europe en traversant du Sud au Nord les étendues désertiques. Dans ce cas précis, la rivalité géopolitique depuis 1958 entre la capitale malienne et le territoire traditionnellement Touareg de l'Azawad a servi de socle pour la création de ces structures criminalisées. Mais cette rivalité s'appuie elle-même sur une différence de style de vie, disons même de philosophie de vie, entre une périphérie désertique nomade au nord et habituée au commerce tournant de tous types de produits en dehors de tout cadre fiscal - que la tradition occidentale nomme de la contrebande - et un centre politique décisionnaire situé au sud en zone sédentaire et plus axé sur les codes légaux et fiscaux communément admis.

A l'échelle d'une mégapole d'autre part, de tels comportements se rencontrent différemment. Le phénomène de la création de banlieues autour des grandes villes africaines a provoqué depuis un demi-siècle la constitution de groupes d'entraide la plupart du temps ethnique pour profiter également des filières de contrebande. Pour autant, malgré cette prédominance ethnique, le commerce illicite s'appuyant sur des monnaies sonnantes et trébuchantes se développe également entre habitants d'ethnies différentes voire parfois totalement antagonistes car l'argent prime.

Directement lié à l'implantation de ces réseaux criminels en expansion dans les villes africaines, le taux d'homicides est particulièrement évocateur à ce titre. Selon une étude datant déjà de septembre 2010 et menée par le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, ce continent connaît au cœur de ses mégapoles un taux de 20 homicides pour 100.000 habitants alors qu'elle est de 5,4 en Europe. Dans une agglomération comme Kinshasa le taux atteint les 112 morts pour 100.000 habitants mais principalement dans les quartiers périphériques à forte densité. Les tensions entre quartiers sont désormais de plus en plus palpables et dégénèrent toujours plus en émeutes plus ou moins dirigées par des criminels locaux.

Le besoin d'approvisionnement et de survie dans les grands centres urbains

Ces mêmes mégapoles africaines ont connu depuis deux décennies une croissance exponentielle du nombre de ses habitants mais logiquement aussi de ses habitations. Ces logements souvent très vétustes, voire installés et aménagés à la manière de bidonvilles où le commerce illicite et la prostitution pullulent, favorisant d'autant l'émergence de maladies graves. Les travaux pour les systèmes de voirie et d'adduction d'eau n'ont pas suivi. Pour survivre, les habitants de ces quartiers sont condamnés à s'organiser, quelle que soit la manière.

Ainsi, entre octobre 2008 et mai 2009, alors que la présence de soldats européens puis onusiens aux abords de la ville d'Abéché dans l'Est tchadien attirait les populations de tous horizons afin de profiter du système d'emploi de ces deux organisations supranationales, l'agglomération est passée de 43.000 dans les années précédentes à 62.000 habitants puis 76.500 en 2012 et en compte actuellement pratiquement 100.000 pour l'agglomération élargie. Cette concentration exponentielle a pour effet l'amoncellement de détritus et décharges en ville et à ses abords, la multiplication de maladies infectieuses et l'augmentation des tensions dues à l'arrivée d'une certaine forme de prostitution et de filières de recel dans cette ville-Porte de l'Orient traditionnellement calme.

> *Dans les mégapoles, les populations emportent et installent avec elles les représentations géopolitiques inhérentes à leurs cultures et leurs vécus.*

Pour survivre, des enfants laissés à l'abandon volent de la nourriture dans de nombreuses villes africaines, là où la solidarité multiséculaire entre habitants à la campagne semble ne plus fonctionner dans le cadre des grandes villes. La concentration de tant de populations est également souvent le fait de migrations dues à des conflits ou des guerres ouvertes, par conséquent liées directement à des facteurs géopolitiques. Ce fut notamment le cas des dizaines de milliers de réfugiés soudanais venus du Darfour jusqu'au Tchad à partir de 2007 et des 8.500 Libyens du sud venus se réfugier dans la région autour d'Abéché, Biltine à l'intérieur du sultanat du Ouaddaï depuis 2012.

Et finalement il est à ajouter que dans les mégapoles, les populations emportent et installent avec elles les représentations géopolitiques inhérentes à leurs cultures et leurs vécus, que ces différentes populations s'entremêlent au quotidien et se confrontent au point de provoquer des tensions nettement plus fortes que dans les campagnes où les organisations socio-culturello-religieuses maintenaient une harmonie savamment orchestrée. Là où les régions campagnardes ou désertiques offraient paradoxalement une solidarité ethnique à l'être humain, les mégapoles

génèrent de l'individualité anonyme et déstructurent les liens millénaires entre habitants ne connaissant l'Autre désormais souvent uniquement que par le prisme financier ou commercial.

Le désoeuvrement d'une jeunesse croissante en nombre et sans avenir visible

Le continent africain est la terre où le nombre de jeunes de moins de vingt ans est le plus important dans le monde. Or, sur ces territoires où les Etats sont parfois très affaiblis, le chômage frappe durablement la jeunesse. Selon une étude de l'Organisation Internationale du Travail en 2013, sur 75 millions de jeunes au chômage dans le monde, l'Afrique en compte à elle seule 38 millions, la plupart situés dans la tranche 18-24 ans qui regroupe sur ce continent 200 millions de personnes et dont 60% se situent en Afrique sub-saharienne.

Les raisons sont multiples mais là encore des facteurs géopolitiques internes interviennent directement puisque le manque de stabilité des Etats ne favorise pas la durabilité des politiques de développement. Les pays touchés par une guerre civile sont les plus durement touchés (50% de chômage chez les jeunes depuis 2002 en Sierra Leone, 100.000 anciens jeunes soldats toujours en réinsertion au Liberia). Pour les jeunes diplômés la situation n'est pas plus avantageuse puisque les 5 millions d'étudiants sortis des écoles du Maghreb et d'Afrique sub-saharienne en 2009 choisissaient des filières sans débouché ou la fonction publique déjà saturée.

Pour gagner de l'argent, le trafic de drogues, le vol ou le recel sont donc perçus comme de vraies opportunités commerciales à même d'offrir quelques subsides dès le plus jeune âge. De nombreuses rivalités apparaissent par conséquent pour le partage du « gâteau criminel » et le besoin en armes à feu se fait sentir. De cette manière s'organisent des réseaux criminels structurés par connaissances, par ethnies, par quartiers, par maisons, par places publiques.

> *Au moment des Printemps Arabes, le taux de chômage des jeunes dans les pays du Maghreb atteignait les 30% chez les hommes et 41% chez les jeunes femmes. Le parallèle est par conséquent assez aisé à faire en termes de prospective avec des menaces géopolitiques futures dans le reste de l'Afrique.*

Les conséquences en sont terribles, puisque cette même année en 2009 la Banque

Mondiale établissait que sur l'ensemble des jeunes décidés à rejoindre des milices ou des mouvements rebelles sur tout le continent, 40 % le faisaient par manque de travail et en raison de la dureté de la vie de chômeur. Combattre dans un mouvement rebelle donne donc l'illusion de l'ascension sociale, quitte à amplifier la désorganisation étatique et déstabiliser les villes ou les pays. La Somalie depuis 1991 en fait la triste expérience.

Au moment des Printemps Arabes, le taux de chômage des jeunes dans les pays du Maghreb atteignait les 30% chez les hommes et 41% chez les jeunes femmes. Le parallèle est par conséquent assez aisé à faire en termes de prospective avec des menaces géopolitiques futures très probables comme les émeutes de jeunes à Dakar en février 2012, qu'ils fussent organisés ou spontanés, en ont été vraisemblablement un signe avant-coureur criminel voire insurrectionnel.

C'est également pour l'ensemble de ces raisons que depuis 2012 des milliers de jeunes – et de moins jeunes parfois – tentent leur chance en choisissant de traverser la mer Méditerranée pour rejoindre l'Europe via la petite île italienne de Lampedusa. Cette manne financière n'a pas échappé aux nombreux passeurs potentiels qui demandent sur les côtes libyennes jusqu'à 2000 $ par personne pour traverser la mer et atteindre l'Europe. Selon certains témoignages, la ville de Sebha dans le sud du pays, sert même à la fois de plateforme d'entrée pour remonter vers les côtes pour les migrants potentiels mais également de porte de sortie des armes à feu et des munitions récupérées dans les arsenaux libyens à destination du Sahel et du Sahara.

Pour autant, l'importance stratégique de la ville de Sebha ne date pas des lendemains du Printemps Arabe. Son positionnement géographique favorisait dès sa création sa mission de carrefour et déjà bien avant l'ère Kadhafi les filières de contrebande s'arrêtaient dans cette cité pour opérer des échanges de marchandises. Cette méthode se nommait à cette époque tout simplement le commerce…

L'appât du gain

Ce moteur de la criminalité place durablement certains jeunes Africains dans des situations criminelles particulièrement délicates. La volonté pour certains jeunes désoeuvrés de s'opposer à certaines couches de la population locale dans les mégapoles, amplifiée par les écarts socio-économiques croissants, génère des niveaux de criminalité très alarmants. Dans la même étude datant de septembre 2010 de l'Institut des Etudes Stratégiques de l'Afrique, il est noté que 37% des habitants de Nairobi, capitale du Kenya, indiquent avoir déjà été victimes de cette

délinquance de plus en plus organisée.

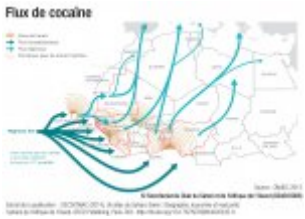
Reprenons l'exemple de la ville d'Abéché entre 2008 et 2009 pour comprendre comment de telles organisations criminelles se mettent en place. L'afflux dans un premier temps de troupes occidentales en nombre important – qui ne peuvent d'ailleurs être tenus pour responsables – à l'été 2008 a permis à certains enfants ou adolescents de découvrir l'existence de lecteurs MP3, de téléphones portables solides et « dernier cri », ainsi que tout un ensemble de matériels neufs allant des pneus pour camions à l'essence de bonne qualité et de l'argent plus qu'ils n'en espéraient dans leur quotidien. En une année, le nombre d'agressions de militaires européens a littéralement explosé. Les vols organisés de pneus de camions et d'essence se multipliaient. Les filières de recel allaient jusqu'à revendre ces biens jusqu'au Nord du Cameroun, à deux jours de route par les pistes ensablées tchadiennes.

D'un point de vue plus anecdotique, alors que des très jeunes enfants se promenaient presque nus sur des ânes, un an après ils se promenaient de manière identique mais avec un lecteur MP3 sur les oreilles. Le « gap » technologique trop important mais couvert en une seule année entre les deux types de populations à Abéché avait eu pour conséquence de créer des convoitises économiques logiques et de pousser à la création de réseaux criminels structurés régionalement puis nationalement.

De telles situations sont autant d'opportunités saisies par les tenants d'un Islam salafiste anti-occidental pour stigmatiser et diaboliser les troupes européennes ou internationales et générer une colère travaillée dans l'esprit des populations. En Afrique sub-saharienne mais également en zone sahélienne, de telles situations se multiplient à l'heure actuelle et sont de nature depuis le début de la décennie 2010 à affaiblir la tranquillité publique des villes et à provoquer des phénomènes insurrectionnels.

L'application sur des réseaux de contrebande existants d'idéologies extrémistes

Les rivalités géopolitiques, qu'elles se fondent sur une instabilité post-guerre civile comme celles entre les Touaregs et les Toubous dans le sud libyen, ou qu'elles soient le fruit d'une lente maturation criminelle comme l'implantation d'Al Qaïda au Maghreb Islamique en zone sahélienne, s'appuient désormais quasiment toujours en Afrique sur des réseaux de contrebande pour leur financement initial ou continu. Rivalités géopolitiques et terrorisme semblent désormais y vivre en parfaite complémentarité.



Flux de cocaïne en Afrique de l'Ouest

Les trafics de cigarettes, d'armes, d'essence, ou même d'otages, se fondent certes sur le nomadisme multiséculaire qui permet aux caravanes – de nos jours des pick-ups 4x4 - d'arpenter les déserts du Sahel et du Sahara depuis des générations entières. Mais avec l'alliance contre-nature de nombreux narco-terroristes africains avec des clans sud-américains - implantés de plus en plus en Afrique occidentale le long des grands axes depuis les côtes jusqu'aux carrefours de routes dans le désert - pour la circulation de cocaïne en direction de l'Europe, une sorte d'industrialisation du crime organisé s'opère en Afrique.

Ces réseaux prennent une importance bien plus grande que ceux des faubourgs de Dakar, Kinshasa, Johannesburg ou Le Caire, dans la mesure où ils permettent d'envisager la constitution de micro-Etats dans l'avenir. L'organisation de ces filières clandestines est tellement étendue territorialement qu'elle devient le fondement même de l'enrichissement de ces mouvements djihadistes pour leur permettre de mener leur combat. L'exemple de Mokhtar Belmokhtar est à ce sujet éloquent.

De son surnom évocateur et significatif, « *Mister Marlboro* » en raison de son assise dans le trafic de cigarettes, mais également « *L'émir du Sahel* » ou « *le Ben Laden du Sahara* », il aura été, après quelques années en Afghanistan pendant les années 1980, de tous les combats salafistes depuis le début de la décennie 1990 et de toutes les contrebandes en parallèle. Issu du *Hezb-e-Islami Gulbuddin* ayant rejoint le *Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat* (GSPC) de 1998 à 2007, il prend ensuite le label *AQMI* jusqu'en 2012, date à laquelle il devient le fondateur des *Signataires par le sang*. L'année suivante et pendant deux années, son mouvement responsable de la prise d'otages d'In Amenas fusionne avec le *Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest* (MUJAO) pour fonder *Al-Mourabitoune* avant de revenir sous le label *AQMI* en 2015. Il a su multiplier durant ses années algériennes le trafic d'armes, l'organisation de braquages sur les routes, le vol d'hydrocarbures et de nourriture pour la revente sur le marché noir et il est également suspecté de trafic de drogues par les services de sécurité algériens, ce que lui-même réfute.

De tels personnages sont des exemples considérés comme de véritables héros par leurs comparses. Ils savent allier appât du gain financier et utilisation du marché

noir pour mener leur combat djihadiste. Il n'en est pas nécessairement de même pour l'ensemble de leurs affidés qui quant à eux voient la plupart du temps dans ces groupements une opportunité de survivre en plein désert ou tout simplement d'obtenir un emploi contractuel certes dangereux mais durable.

2. De forts enjeux multiples aux caractéristiques géopolitiques

Bien plus que le respect des codes pénaux des différents pays sur lesquels elles circulent, les filières illégales des marchés noirs, de la grande criminalité et de la délinquance organisée en général sont à l'origine d'enjeux gigantesques pour l'avenir. Ils portent à la fois sur le développement actuel de ces réseaux criminels mais également sur l'avenir de toute la stabilité du continent africain. Ils concernent les filières eux-mêmes, leurs membres et leur finalité, mais également les systèmes étatiques largement affaiblis par cette criminalité de plus en plus performante et enfin les populations victimes de cette évolution.

Les enjeux pour les réseaux criminels

Les enjeux pour les réseaux criminels sont multiples mais sont axés autour de leur développement voire de leur survie. Le premier d'entre eux est *la pérennisation de leur activité criminelle en rivalité avec les structures légales.* A partir du moment où des êtres humains décident de se lancer dans une activité hors du cadre légal, ils perçoivent tout l'intérêt lucratif et fiscal de continuer cette action. L'argent arrive assez facilement et ils n'ont aucun compte à rendre aux institutions budgétaires nationales. Toute la difficulté réside alors pour les Etats dans le fait de les faire revenir dans le cadre légal.

D'autre part, l'action criminelle est génératrice la plupart du temps de puissance ou du moins de sentiment de puissance sur un ensemble de personnes, soit par la peur en raison de la violence exercée, soit par le sentiment d'impunité que cette action suscite. Il devient alors extrêmement difficile d'inverser la tendance. C'est le cas notamment des enfants-soldats qui ont connu les rudes combats sur les champs de bataille. Meurtris mentalement et psychologiquement, parfois blessés dans leurs chairs, orphelins et détenteurs d'une arme, ils voient souvent le monde et leur vie comme des combats permanents. La violence armée est devenue un marqueur de leur existence et il est très difficile de leur retirer leurs armes puis leur colère.

Comment expliquer à un membre d'un gang criminel urbain qu'il a tout intérêt pour son pays de revenir dans le cadre légal communément admis ? Comment le

convaincre qu'il doit changer pour adopter un travail rémunéré et qu'il doit payer des impôts alors qu'il lui est si facile de continuer dans sa démarche criminelle, quitte à utiliser ses armes et risquer d'en mourir ? Que les forces de l'ordre ne sont pas nécessairement leurs ennemis alors que ces derniers veulent faire appliquer les lois que ces criminels bafouent et qu'ils sont parfois eux-mêmes corrompus en raison de revenus trop faibles ?

> *Lorsque Boko Haram, DAECH ou AQMI cherchent à s'implanter et s'étendre, ils le font toujours sur des zones instables.*

Le second enjeu pour ces réseaux illégaux est relatif au *maintien de rivalités suffisamment importantes dans les territoires pour recruter et se nourrir de l'instabilité*. En effet, puisqu'il est préférable la plupart du temps pour les membres de réseaux criminels de ne pas se remettre en question et de pérenniser leur action, les phénomènes d'instabilité locale sont un atout pour maintenir la violence et la dissuasion au sein des populations. Poussée à l'extrême – et alors que souvent le crime organisé et le terrorisme ne vont pas nécessairement de paire car la présence de terroristes sur un territoire est mauvaise pour le business même si des alliances de circonstances existent – cette méthode fournit un terreau favorable pour le djihadisme.

Lorsque Boko Haram, DAECH ou AQMI cherchent à s'implanter et s'étendre, ils le font toujours sur des zones instables, quitte à favoriser cette instabilité et se présenter comme un interlocuteur en mesure soit de négocier en contrepartie de la mise en place régionale de la charia, soit de pacifier des territoires comme le Hezbollah est parvenu à le faire au Liban. L'implantation de terreaux terroristes ou criminels ne peut s'accomplir dans des zones économiquement et politiquement stables, ils n'auraient aucune légitimité et ne bénéficieraient que de peu d'écoute.

Les enjeux pour les systèmes étatiques ou supranationaux

Les enjeux pour les systèmes étatiques ou supranationaux sont principalement autour de la crédibilité de ces systèmes. Tout d'abord, au-delà des simples rivalités, *les phénomènes de rupture entre les centres et leurs périphéries* constituent un enjeu de taille à prendre en compte puisqu'ils seraient dans l'avenir de nature à provoquer la constitution de micro-territoires du crime. Ces micro-territoires seraient alors des proies faciles pour y instaurer rapidement des foyers djihadistes qui serviraient de relais et de postes avancés pour les labels AQMI ou DAECH par la suite comme ce fut le cas dans le passé en Libye, au Nigeria avec

Boko Haram et au Mali dans l'Azawad.

Ce premier enjeu pour les Etats en appelle un autre, *la détection de cellules terroristes en mesure de déstabiliser des régions entières*. C'est la méthode justement employée par Boko Haram, implantée dans la partie septentrionale du Nigeria mais qui rayonne par des attaques, des rapts ou des attentats-suicides au Cameroun ou au Tchad. Première phase permettant dans les mois et les années qui suivent une déstabilisation interne de ces régions en provoquant soit une guerre civile soit des tensions intercommunautaires et/ou inter-religieuses, la découverte de cellules terroristes dormantes puis actives et leur détection à temps sont des enjeux primordiaux pour la sécurité des Etats et leur crédibilité dans l'esprit de leurs habitants.

Alors que des enjeux présentés par la suite au sujet des populations elles-mêmes concernent les situations violentes dans les grandes mégalopoles africaines, il en est un majeur auquel les Etats devront très rapidement apporter des réponses concrètes, celui de la *gestion des rétablissements de l'ordre en situation insurrectionnelle par les forces de l'ordre* des pays concernés. Le Printemps Arabe en Tunisie puis en Egypte ont montré à quel point les polices nationales ou les gendarmeries de ces pays n'étaient pas préparées aux émeutes auxquelles ils ont dû faire face. Les armées nationales avaient été appelées à la rescousse pour rétablir l'ordre, parfois de manière brutale et inefficace. Là réside un enjeu de première importance pour les Etats car la stabilité de ces structures nationales, leur crédibilité même, sont en jeu. Ne pas considérer cette menace comme un risque imminent aurait pour conséquence de prendre du retard sur des réponses adaptées lorsque ces événements arriveront dans d'autres pays africains.

L'Union Africaine possède les moyens matériels et intellectuels de préparer de telles réponses aux insurrections, aux mouvements contestataires lancés par Internet ou par SMS, et finalement de protéger les Etats qui la composent dans la décennie qui approche.

Plus largement encore, le continent africain ne doit pas prendre le risque de négliger l'enjeu de *l'adaptation des forces de l'ordre et de sécurité aux nouveaux paramètres géopolitiques internes* des pays. Des signes précurseurs très encourageants montrent à quel point les décideurs africains ont pris la mesure de ces menaces d'implosions nationales dues à une incompréhension ou une non prise en compte des facteurs géopolitiques.

A Dakar est né en octobre 2014 à cet effet l'Institut Africain de Géopolitique (IAGEO). Le séminaire de lancement de ce think tank portait, le 16 octobre 2014, il est important de le souligner, sur le thème suivant : « *La communauté internationale face au terrorisme mondialisé des djihadistes autoproclamés de*

Daech : quelle doit être la contribution des musulmans d'Afrique ? ». Ce thème choisi montre à quel point une vraie prise de conscience est en marche sur le continent africain quant à ces problématiques criminelles et terroristes. Pluridisciplinaire et varié en termes de recrutement, IAGEO n'en demeure pas moins assez seul sur le continent. Son existence et ses travaux sont à saluer et à honorer. Mais sans relais efficaces sur l'ensemble du continent, son action en sera fatalement réduite et de nombreux enjeux risqueront d'être oubliés.

Au Cameroun d'autre part, une école internationale des forces de sécurité (EIFORCES) a vu le jour en 2008 en partenariat avec la Chine, les Etats-Unis, la France, le Japon, les Nations-unies, l'Union européenne, l'Union Africaine et la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC). Ce centre a pris son essor en 2011 et sa finalité est la réflexion, la formation, l'entrainement et la diffusion jusqu'à l'échelle continentale de réponses adaptées face à des troubles à l'ordre public et la criminalité de voie publique.

Pour autant, l'aspect d'analyse géopolitique continentale doit encore être plus développé, dans différents pays africains et en lien avec leurs Etats et institutions amis et partenaires. Les frontières représentent certes la souveraineté de ces Etats, mais leur porosité est parfois telle que des zones frontalières possèdent leurs propres facteurs géopolitiques qu'il sera absolument nécessaire de prendre en compte.

Plus largement, un autre enjeu plus large pour les Etats sera *le maintien des cohésions nationales fortes* sur les territoires qu'ils administrent, mais en s'appuyant de plus en plus sur l'image d'une Nation plutôt que celles des ethnies. Cet enjeu deviendra majeur dans l'avenir car il permettra, s'il n'aboutit pas à des formes extrêmes de nationalismes, de faire naître des sentiments nationaux, autour d'attributs communément acceptés par les populations, et sans préférence ethnique. Et des centres comme IAGEO ou l'EIFORCES seront à ce titre de formidables incubateurs en mesure de faciliter cette démarche absolument nécessaire de compréhension des phénomènes criminels et insurrectionnels, base cruciale de réponses adaptées.

> *Les transferts de populations, les migrations internationales à l'intérieur du continent et donc le renforcement des réseaux de passeurs n'iront qu'en s'accroissant.*

Le grand enjeu complémentaire pour les Etats africains sera enfin à coup sûr *la réussite de la lutte contre les réseaux criminels transnationaux*, que l'Union

Africaine aura à coeur d'accomplir dans le futur. Comprendre une tendance lourde est une chose, parvenir à la limiter voire à la réduire pour stabiliser les territoires et assurer la sécurité des populations afin qu'elles ne choisissent pas elles-mêmes le cadre illégal, en est une autre. L'enjeu n'est donc pas la lutte mais la victoire face à ces réseaux. Cette victoire, même si elle ne pourra logiquement pas être totale, devra tout de même être significative afin que les Etats perdurent et ne soient pas littéralement gangrénés par les commerces illégaux et les marchés noirs.

Cette lutte sera d'autant plus compliquée que les transferts de populations, les migrations internationales à l'intérieur du continent et donc le renforcement des réseaux de passeurs n'iront qu'en s'accroissant en raison du besoin de protection de ces êtres humains. Les têtes de réseaux auront déjà renforcé leur puissance financière, donc leur capacité à corrompre et à acheter des armes pour dissuader toute velléité étatique de s'opposer à leurs démarches.

Et finalement le dernier grand enjeu étatique demeurera *la mise en place d'unités de lutte contre toutes ces formes de crime organisé* reliées entre elles au sein d'agences continentales. Prenons l'exemple américain du *Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives* (bureau ATF) créé le 1er juillet 1972, héritier du *Bureau of Prohibition* des années 1920. Sous une forme adaptée pour l'ensemble du continent africain, et sous l'égide de l'Union Africaine et avec le soutien des organisations régionales comme la CEDEAO ou la CEEAC, une telle agence africaine pourrait voir le jour et avoir pour mission la lutte affichée contre tous les formes de criminalités transnationales.

Les Etats-Unis sont certes un Etat fédéral, ce que n'est pas l'Afrique. Mais une organisation adaptée permettrait, en prenant en compte l'ensemble des paramètres géopolitiques des Etats qui la composeraient, de faire avancer cette lutte contre les réseaux criminels. En réalité, la démographie africaine actuelle ne laisse que peu de choix pour l'avenir, une telle agence sera incontournable, quelle que soit son organisation administrative.

Les enjeux pour les populations

Les enjeux pour les populations sont nettement plus pesants et urgents. Le premier d'entre eux concerne *la gestion de leurs potentiels déplacements gigantesques* qui ne manqueront pas d'avoir lieu. En raison des dérèglements climatiques annoncés, sources de famines, de sécheresses et donc de migrations non régulées, ce « néo-nomadisme » de populations appauvries, usées et sans grandes ressources risque de devenir une menace constante pour les Africains,

réfugiés ou déplacés. Ils deviendront à la fois des proies pour les réseaux criminels – recrutement d'enfants, viols, agressions en tous genres, traite d'êtres humains, migrations clandestines – et également des acteurs potentiels de ces trafics.

En effet, si ces cohortes d'hommes, de femmes et d'enfants se multiplient et parcourent des centaines de kilomètres à travers l'Afrique dans les décennies qui viennent en raison des conflits ou des problèmes agraires, ils auront un besoin croissant en nourriture, en eau potable et en hébergement. Ces situations seront clairement de nature à créer des tensions palpables entre habitants de souche et nomades dernièrement arrivés comme ce fut le cas au Tchad avec les réfugiés soudanais ayant quitté le Darfour dès 2007.

Ces déplacés choisiront logiquement à un moment de se protéger et n'auront d'autre choix que de voler ou du moins de ne pas nécessairement se conformer aux législations locales pour survivre. Ils seront alors considérés comme des délinquants puisqu'ils ne respecteront pas les lois, voire des criminels. Et s'ils s'appuient sur des revendications politiques et religieuses fortes, ils revêtiront très vraisemblablement un aspect « terroriste » dans l'esprit des habitants locaux ou des gouvernants et les rivalités augmenteront.

Si la possibilité leur en est donné, ils est fort à parier qu'à terme ils développeront également des réseaux de contrebande internes d'armes blanches puis d'armes à feu et de munitions pour se protéger, donc de recel et/ou de drogues pour acheter nourriture et/ou armes à feu à des fins de survie et d'autoprotection.

Un véritable marché parallèle pourra s'instaurer et des milices protectrices de migrants pourraient rapidement voir le jour. En mer, cette évolution pourrait prendre la forme de nouveaux types de piraterie. Ainsi s'étaient organisés les pirates somaliens dès le milieu de la décennie 1990 afin de piller les navires croisant le Golfe d'Aden. Dans le même ordre d'idées, des embarcations protectrices de migrants verraient probablement également le jour, munies d'armes à feu, lesquelles pourraient en partie être laissées sur les côtes européennes à destination de mafias locales et revenir avec des objets acquis en Europe (médicaments, objets volés). Les réseaux criminels solidement implantés territorialement entreraient en rivalité avec ces réseaux également de contrebande permanents mais complètement mobiles ou plus volatiles.

Ces mouvements de populations trouveront très probablement leurs axes de fuite sur les côtes, sur des terres arables ou dans les centres urbains déjà surpeuplés. Cette *urbanisation effrénée pour profiter d'emplois supposés, de terres ou de services* deviendra un enjeu non négligeable. Cette création de camps, sur ou à proximité de terres agricoles ayant déjà des propriétaires, mais également une urbanisation mêlée à un retard plus que probable dans l'aménagement des

territoires risquera alors de devenir source de violences locales extrêmes, de ghettoïsations et donc à nouveau de vraies proies faciles pour les réseaux djihadistes. Allons même jusqu'à supposer que des événements comme la France en a connus au mois de novembre 2005 dans ses banlieues pourraient devenir monnaie courante dans les villes africaines à l'horizon 2025 si les situations ne se stabilisent pas urgemment.

*

L'analyse géopolitique nous apprend sans cesse que toute situation doit être considérée comme unique, comme un véritable enchevêtrement de facteurs multiples et variés. Gardons-nous bien de considérer les rivalités géopolitiques internes et externes comme le seul facteur d'instabilité des situations africaines en proie à la criminalité organisée. Ces rivalités interviennent par conséquent comme un accélérateur, un véritable « incubateur de revendications », d'organisation criminelle, voire de colère.

L'horizon politique, économique, social et géopolitique du continent africain peut sembler sombre. Les données chiffrées et les statistiques ne sont pas particulièrement encourageantes en termes démographiques, sauf à considérer la jeunesse comme une chance réelle. Et les systèmes de voiries, tout comme les axes de communication internes aux agglomérations urbaines, ne sont pas encore suffisamment développés pour empêcher la constitution de poches criminelles. **Le meilleur remède contre la criminalité organisée et le terrorisme demeure encore le développement et une redistribution équitable des ressources entre les régions d'un même pays**.

Toutefois, l'Afrique connaît actuellement un véritable tournant dans son Histoire. Les générations montantes prennent totalement conscience de ces phénomènes. Cette jeunesse en si grand nombre le vit au quotidien et décide d'agir. Si la démographie africaine montre en effet que l'âge médian y est de 20 ans, cela signifie concrètement que la majorité des habitants de ce continent est désormais en âge de voter, et qu'une écrasante majorité des habitants seront des électeurs dans une décennie. L'Afrique connaitra le plus grand nombre de votants à la fin de ce siècle, probablement même bien avant.

La réussite démocratique des élections dans l'ensemble de ces pays sera par conséquent l'enjeu politique qui définira tous les autres car il permettra de renforcer la confiance entre les populations et leurs sphères décisionnaires politiques. Le besoin d'illégalité pourra alors reculer et la criminalité organisée de la même manière.

L’Afrique a clairement les moyens humains et matériels pour combattre efficacement les réseaux criminels existants et ceux naissants en son sein. Mais comme tout remède nécessite un bon diagnostic initial, l’analyse géopolitique doit s’adapter aux besoins de sécurité publique du continent africain pour apporter les réponses adéquates en engageant des programmes ambitieux dès maintenant et sur du long terme.

Copyright 2016-Antoine/Diploweb.com